

Caritas International et la Commission Justice et Paix lancent une campagne digitale sur la face cachée de la consommation numérique.

En invitant le grand public à 'passer derrière l'écran', les deux ONG belges cherchent à attirer l'attention des consommateurs sur le poids social et environnemental du numérique, en Belgique et ailleurs. La campagne (consultable ici : www.caritasinternational.be/derrierelecran - www.justicepaix.be/campagne-derriere-l-ecran) sera déployée en ligne à partir du 9 octobre, au lendemain d'une conférence de lancement qui aura lieu à Bruxelles.

Des impacts délocalisés

Les quelque 45 minerais nécessaires à la construction d'un smartphone proviennent de nombreux pays, dont la République Démocratique du Congo, toujours victime de conflits violents dans l'Est. Des milliers de creuseurs artisanaux y risquent chaque jour leur vie pour la gagner. Les mesures de certification mises en place pour bannir les minerais des conflits des chaînes d'approvisionnement de notre numérique ont leurs limites et leurs effets pervers. Et plus globalement, l'extraction minière qui alimente nos nouvelles technologies engendre des injustices et des dégâts irréversibles à notre planète. Autant de conséquences invisibles de notre consommation numérique.

Transition numérique et fausses promesses

Pour beaucoup, le numérique serait indispensable à la transition écologique à mettre en œuvre aujourd'hui. Les « Green Tech », « smart cities » et autres intelligences artificielles nous permettraient de rendre nos technologies plus efficaces et plus vertes. Pourtant, la part mondiale des émissions de Gaz à Effet de Serre des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) est passée de 2,5% à 3,8% entre 2013 et 2018, soit autant que le transport aérien. Ajouté à ces pollutions massives, ces innovations, en apparence immatérielles, reposent sur une quantité de ressources minières toujours plus importante.

Des responsables politiques à éclairer

« Nous tenons aujourd'hui à rendre visible l'impact du numérique », insiste Géraldine Duquenne, chargée de recherches au sein de la Commission Justice et Paix. « Les High Tech ne sont pas soutenables en l'état, c'est pourquoi nous tenons à inviter nos responsables politiques à passer derrière l'écran, et voir les conséquences de leurs politiques digitales ». Les deux ONG en appellent aujourd'hui à de la clairvoyance et de la transparence pour développer un numérique solidaire et responsable.

